

>> satisfaction de l'intention de la Commission Européenne de s'engager en faveur de la modernisation et du développement du modèle social européen et de la solidarité en tant que partie intégrante de la Stratégie de Lisbonne et exprime ci-après son avis à ce sujet.

Avec son nouvel Agenda, la Commission souhaite créer un climat de confiance dans lequel les citoyens de l'Union Européenne peuvent s'attendre aux changements économiques et sociaux tels que baisse du taux de chômage, amélioration des offres d'emploi, lutte contre la pauvreté, contre l'inégalité des chances et la discrimination. La Commission a reconnu que cette transformation doit s'appuyer sur un engagement transversal des générations. Le Livre vert publié récemment «Evolution démographique – une nouvelle solidarité des générations» est un vrai pas en avant en ce qui concerne l'approche de la question des futures relations entre générations et le rôle de la famille.

Prenant acte, des difficultés de tout ordre, à tous les stades de l'existence, que rencontrent les individus isolés, la FAFCE revendique une «stratégie européenne des générations» qui soutienne les familles dans leurs missions en reconnaissant la globalité de leurs contributions et en leur apportant son concours, afin qu'elles puissent faire face à leurs obligations, dans une réciprocité de droits et de devoirs.

La FAFCE demande à ces fins d'intégrer les points suivants dans l'agenda social :

La compatibilité entre dispositions législatives et juridiques et politique familiale

Aux termes de «Family-Mainstreaming», les dispositions législatives et juridiques devraient être évaluées quant à leur impact sur les familles, comme cela se pratique pour l'égalité des sexes ou la discrimination. Les ONG sont à associer à ce processus car, en tant que représentants de la Société Civile, à travers leur expertise et leur analyse approfondie des questions familiales, elles sont en mesure de contribuer à l'orientation des propositions gouvernementales.

Des prestations minimales pour soutenir les familles

L'Union européenne, pour pouvoir créer une société solidaire offrant des chances égales à tous les citoyens, doit avoir pour objectif de maintenir les aides sociales pour certains groupes aussi équilibrées que possible. La FAFCE propose la méthode d'une coordination ouverte dans le but d'assurer des standards aux familles au sein des pays de l'UE tels que: détermination d'un pourcentage du produit national brut de chaque pays destiné aux allocations versées aux familles, par exemple.

Le monde du travail orienté davantage vers la famille

La Commission constate dans son nouvel Agenda pour la politique sociale que l'Europe a besoin d'offres d'emploi plus nombreux et de meilleure qualification. La FAFCE demande que les réformes visant la flexibilité des horaires de travail prennent en considération les besoins des familles et notamment la compatibilité entre vie familiale et travail professionnel.

Accompagnement familial et démographie

Les étapes dans la vie des femmes sont différentes de celles des hommes, en particulier en ce qui concerne leur période de fécondité. La FAFCE demande que des aménagements adaptés tiennent compte de cette donnée, en matière d'emploi et au plan législatif. Le déroulement des carrières féminines devrait être envisagé de manière spécifique, sans discrimination.

La lutte contre le risque de pauvreté des familles

Ce sont soit les familles avec plusieurs enfants, soit les familles monoparentales, qui représentent les groupes les plus vulnérables de la population menacée de pauvreté. De ce fait, la FAFCE demande à la Commission d'intégrer l'exonération fiscale sur les besoins minimaux des ménages dans la méthode de la coordination ouverte.

Favoriser l'engagement en Europe

Pour la FAFCE, le premier de ces engagements civils est le mariage: lieu de soutien mutuel pour les époux, berceau des générations, lieu d'éducation et d'accompagnement inter-générationnels. La FAFCE demande donc, que ce contrat entre une société et ses citoyens, soit rendu plus visible parmi les autres formes de vie commune et soit activement soutenu pour la stabilité qu'il procure aux contractants.

La mise en place d'un Institut Européen des Générations

Sans la contribution des familles, le secteur public serait dans l'incapacité de faire face aux besoins qualitatifs et quantitatifs de l'éducation, de l'enseignement et des soins. La FAFCE met l'accent sur la nécessité d'une analyse permanente des exigences des relations intergénérationnelles et du rôle des familles. Elle demande la mise en place d'un Institut Européen des Générations.

Soutien du processus d'intégration sociale pour les familles

Le chapitre du livre vert «compte tenu des changements démographiques – une nouvelle solidarité entre générations» stipule des exigences indirectes aux familles. Cependant toutes les familles ne sont pas en mesure d'y répondre. Il est donc nécessaire de soutenir et de promouvoir des initiatives conduisant d'une part, vers une amélioration de l'intégration des familles dans la société au travers une meilleure compatibilité entre vie familiale et travail professionnel, et d'autre part, vers une amélioration des relations au sein de la famille ainsi qu'un accroissement des compétences parentales.

2005 Année Européenne de la Citoyenneté par l'Éducation



Le Conseil de l'Europe a proclamé l'année 2005 Année de la Citoyenneté par l'Éducation. La FAFCE participe à cet événement par le projet «Éducation à la vie démocratique».

Les formations communes des parents et des instituteurs au niveau aussi bien national et régional que européen seront organisées dans les pays membres de FAFCE. Le but de ce projet est de chercher une pédagogie pour former les citoyens bien informés et compétents développant ensemble une société civique forte et tolérante.

La manifestation d'introduction aura lieu le 29 septembre 2005 à 19.30 heures, à «Haus des Begegnung», ville de Eisenstadt en Autriche.



Echo

des familles
of families
der Familien

05/06 2005

FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS
FAMILIALES CATHOLIQUES EN EUROPE
FÖDERATION DER KATHOLISCHEN
FAMILIENVERBÄNDE IN EUROPA
FEDERATION OF CATHOLIC FAMILY
ASSOCIATIONS IN EUROPE

www.family-eu.org



Resolution der Föderation der Katholischen Familien- verbände in Europa (FAFCE) zur neuen Sozial- politischen Agenda der Europäischen Kommission

| de |

Die Europäische Kommission stellt die zweite Phase der sozialpolitischen Agenda unter die Devise "Ein soziales Europa in der globalen Wirtschaft: Arbeitsplätze und neue Chancen für alle". Die Föderation der Katholischen Familienverbände in Europa (FAFCE) begrüßt das Vorhaben der Europäischen Kommission sich für die Modernisierung und Entwicklung des europäischen Sozialmodells sowie für die Förderung des Sozialen Zusammenhalts als Bestandteil der Lissabonner Strategie einzusetzen und nimmt dazu Stellung.

Die Kommission will mit der neuen Agenda ein Klima des Vertrauens schaffen, in dem sich die Bürger der Europäischen Union zutrauen, die wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Veränderungen wie niedrige Beschäftigungsquote, Arbeitslosigkeit, Armut, Ungleichheit und Diskriminierung zu bewältigen. Die Kommission hat erkannt, dass dieser Wandel sich auf einen generationsübergreifenden >>

Resolution of the Federation of Catholic Family Associa- tions in Europe (FAFCE) on the new Social Agenda of the European Commission >>

| engl |

page 3 >>

Résolution de la Fédération des Associations Familiales Catholiques en Europe (FAFCE) relative au nouvel Agenda pour la politique sociale de la Commission Européenne

| fr |

page 4 >>

La Commission Européenne présente la deuxième phase de l'Agenda pour la politique sociale sous la devise «Une Europe sociale dans l'économie globale : emploi et nouvelles chances pour tous». La Fédération des Associations Familiales Catholiques en Europe (FAFCE) prend acte avec >>

>> Ansatz stützen muss. Das kürzlich vorgestellte Grünbuch "Angesichts des demographischen Wandels – eine neue Solidarität zwischen den Generationen" ist ein wichtiger Schritt, um sich der Frage nach dem künftigen Verhältnis zwischen den Generationen und der Rolle der Familien zu stellen.

Die FAFCE fordert daher eine europäische Generationenstrategie, die Familien in ihren Aufgaben stützt, die von ihnen erbrachten Leistungen anerkennt und sie in ihren Verpflichtungen im Bezug auf das Gemeinwohl entlastet. Daher fordert die FAFCE, folgende Punkte in die Umsetzung der Sozialpolitischen Agenda zu integrieren:

Familienverträglichkeitsprüfung von gesetzlichen Regelungen

Im Sinne eines "Family-Mainstreaming" sollen gesetzliche Regelungen ähnlich wie dies bereits unter dem Aspekt der Gendergerechtigkeit oder dem Aspekt der Diskriminierung geschieht auf ihre Auswirkung auf Familien geprüft werden. In diesen Prozess der Überprüfung sind NGO's einzubinden, weil sie durch ihre Experten zu einer profunderen Analyse beitragen können, die Zivilgesellschaft repräsentieren und als Korrektiv der Regierungen agieren.

Mindeststandards für Familienförderung

Um eine solidarische Gesellschaft mit Chancengleichheit für alle zu schaffen muss ein Ziel der Union sein, soziale Leistungen für bestimmte Gruppen innerhalb der Union so ausgeglichen wie möglich zu halten. Die FAFCE plädiert für die Methode der offenen Koordinierung bei Mindeststandards für Familienförderung innerhalb der EU-Staaten, wie die Festlegung des Prozentsatzes des jeweiligen nationalen Bruttoinlandsproduktes an Barleistungen für Familien.

Familienorientierte Arbeitswelt

Die Kommission legt hält in der neunten sozialpolitischen Agenda fest, dass Europa sowohl mehr Quantität als auch Qualität der Arbeitsplätze benötigt. Die FAFCE fordert, dass Reformen zur Flexibilisierung der Arbeitszeit den Aspekt der Familienverträglichkeit und der Vereinbarkeit von Familie und Erwerbsarbeit berücksichtigen.

Unterstützung der Familie und Demografie

Die Lebensabschnitte von Frauen unterscheiden sich von denen der Männer, insbesondere bezüglich der Phase der Fertilität. Die FAFCE verlangt, dass arbeitsrechtliche Bestimmungen dieser Tatsache angepasst werden. Der Erwerbsverlauf der Frauen sollte dahingehend angeglichen werden, dass Frauen gegenüber keine Benachteiligung entsteht.

Armutsrisiko für Familien bekämpfen

Besonders kinderreiche Familien und Familien von Alleinerziehern, zählen zu den am meisten armutsgefährdeten Bevölkerungsgruppen. Die FAFCE fordert daher die Kommission auf, die steuerliche Freistellung des Mindesteinkommens jedes Familienmitgliedes in die Methode der offenen Koordinierung einzubringen.

Bessere Verdeutlichung der vertraglichen Dimension von Ehe und Gesellschaft

Für die FAFCE ist der erste Vertrag der Gesellschaft die Ehe zwischen Mann und Frau als Ort der gegenseitigen Unterstützung, als Ursprung einer neuen Generation, als Ort der Erziehung der Kinder und der Betreuung der älteren Generation. Die FAFCE verlangt deshalb, dass dieser Vertrag zwischen der Gesellschaft und den Eheleuten besser sichtbar gemacht wird, sich gegenüber anderen Formen des Zusammenlebens hervorhebt und dass dessen Stabilität unterstützt wird.

Errichtung eines Europäischen Generationeninstitutes

Ohne die Familien wäre der öffentliche Bereich überfordert, den gesamtgesellschaftlichen Ansprüchen der Erziehung, der Bildung und der Pflege weder quantitativ noch qualitativ zu entsprechen. Die FAFCE verweist auf die Notwendigkeit einer ständigen Analyse der Herausforderungen, die sich im künftigen Verhältnis zwischen den Generationen und der Rolle der Familien ergeben. Sie fordert daher eine Errichtung eines Europäischen Generationeninstitutes.

Unterstützung der gesellschaftlichen Integration von Familien

Nicht jede Familie ist in der Lage, die ihr im Grünbuch "Angesichts des demographischen Wandels – eine neue Solidarität zwischen den Generationen" indirekt gestellten Aufgaben zu erfüllen. Deswegen bedarf es der Unterstützung und Förderung von Einrichtungen, die zu einer äusserlichen Integration – mit dem Ziel einer besseren Vereinbarkeit von Familien- und Erwerbsarbeit – und einer innerlichen Integration – mit dem Ziel, die Beziehungen in der Familie zu verbessern und die elterlichen Kompetenzen heben – beitragen.

2005 Europäisches Jahr der Politischen Bildung



Der Europarat hat 2005 zum Jahr der Politischen Bildung ausgerufen. Die FAFCE beteiligt sich dabei mit dem Projekt "Erziehung zu demokratischem Handeln". Dabei werden gemeinsame Eltern- und Lehrerbildungsveranstaltungen auf regionaler, nationaler und europäischer Ebene in den FAFCE-Mitgliedsländern angeboten. Die Suche nach einer Pädagogik, die gut informierte und sachkundige Bürger hervorbringt, die eine starke, tolerante Zivilgesellschaft tragen, wird Inhalt dieses Projekts sein. Auftaktveranstaltung: 29. September 2005, 19.30 Uhr, Haus der Begegnung, Eisenstadt, Österreich

IMPRESSUM

Herausgeber: Föderation der Katholischen Familienverbände in Europa
Präsident: Dir. Johannes Fenz Generalsekretär: Mag. Thomas Kloiber
Sekretariat: A-1010 Wien, Spiegelgasse 3/9, Tel. (+43) 1 515 52-3632, Fax (+43) 1 515 52-3699
E-Mail: info@family-eu.org
Herstellung: Panorama Verlag, A-1013 Wien Verlags- und Herstellungsort: Wien

Gefördert aus Mitteln des Bundesministeriums für soziale Sicherheit, Generationen und Konsumentenschutz

UNIONSGEMEINSAM FÜR SOZIALE SICHERHEIT
GEMEINSAM FÜR SOZIALE SICHERHEIT

>> *The European Commission places the second phase of the Social Agenda under the maxim "A social Europe within the global economy: jobs and opportunities for all". The Federation of Catholic Family Associations in Europe (FAFCE) welcomes the intention of the European Commission to commit itself to modernizing and developing the European social model and to promoting social solidarity as a component of the Lisbon Strategy and comments upon this.*

With the new agenda the Commission wishes to create a climate of trust in which the citizens of Europe feel confident to overcome such economic and social changes as low employment rates, unemployment, poverty, inequality and discrimination. The Commission has realized that this development has to be backed up by an inter-generational approach. The recently published Green Paper, "Confronting demographic change: a new solidarity between the generations" is an important step towards answering the question of the future relationship between the generations and the role of families.

Therefore, the FAFCE demands a European generations strategy, which supports families in their tasks, which recognizes the work that they do and relieves the strain on them in their duties relating to public welfare. Thus the FAFCE demands that the following points be integrated into the implementation of the Social Agenda:

Testing of legal resolutions for family tolerance

In the interests of "family-mainstreaming", legal resolutions should be tested for their effects on families, in a similar way to what already happens with regard to gender fairness or discrimination. NGOs are to be involved in this testing process, as, on account of their experts, they are able to contribute to a deeper analysis, to represent civilian society and to act as a corrective to governments.

Minimum standards for family support

In order to create a society of solidarity with equal opportunities for all, it has to be an aim of the Union to keep social support for certain groups within the Union as equally balanced as possible. The FAFCE pleads for methods of open coordination regarding minimum standards for family support within the EU-states, as well as for a fixed percentage of the respective national gross domestic products as cash support for families.

Family-orientated world of work

In the new social political agenda, the Commission establishes that Europe needs both more quantity and more quality of jobs. The FAFCE demands that reforms facilitating a transition towards more flexible working hours give regard to the aspect of family tolerance and the compatibility of family and gainful employment.

Support of the family and demography

Women's phases of life differ from those of men, especially as far as fertility is concerned. The FAFCE calls for an adjust-

2005 European Year of Education for Democratic Citizenship



The Council of Europe has declared 2005 as the Year of Political Education. FAFCE participates with its project "Education for Democratic Conduct". In this framework the FAFCE member countries offer common events focussing upon parent and teacher education on regional, national and European levels. The actual subject of this project will be the search for such pedagogy that can produce well informed and knowledgeable citizens supporting a strong and tolerant civil society. Its opening event will take place at the House of Encounters (Haus der Begegnung), Eisenstadt, Austria, on September 29, 2005 at 19:30.

ment of industrial regulations to make allowances for this fact. The employment pattern of women should be brought into line in such a way that no disadvantage for women results.

Fighting the poverty risk for families

Families with a large number of children and one-parent families are among the groups of the population which are especially at risk of poverty. For this reason the FAFCE requests that the Commission include tax exemption on the minimum income for each family member in the methods of open coordination.

Better clarification of the contractual dimension of marriage and society

Individual citizens have no right to expect everything from the government, without fulfilling their own duties. For the FAFCE the first societal contract is that of marriage between man and woman as a place of respective support, as the origin of a new generation, as the place in which children are brought up and the older generation is cared for. The FAFCE thus demands that this contract between society and married partners be made more visible, stands out over other forms of living together and that its stability be supported.

Establishment of a European Generations Institute

Without families, the public sector would neither quantitatively nor qualitatively be able to meet the demands of upbringing, education and care. The FAFCE points out the necessity for constant analysis of the challenges which will arise in the future relationship between the generations and the role of the family. It thus demands the establishment of a European Generations Institute.

Support of social integration of families

Not all families are in a position to fulfil the tasks which are indirectly set to them in the Green Paper, "Confronting demographic change: a new solidarity between the generations". For this reason we need the support and promotion of establishments which contribute towards external integration- with the aim of improving the compatibility of family work and gainful employment - and towards internal integration - with the aim of improving relationships within the family and increasing parental competence.